



Communiqué de presse

Elis annonce le lancement de son augmentation de capital

Dans le cadre du refinancement des acquisitions d'Indusal en Espagne et de Lavebras au Brésil, Elis annonce ce jour le lancement et les modalités de son augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription d'un montant d'environ 325 millions d'euros

- **Parité** : 5 actions nouvelles pour 22 actions existantes
- **Prix unitaire de souscription** : 12,55 euros par action nouvelle
- **Période de négociation des droits préférentiels de souscription** : du 23 janvier 2017 au 1er février 2017 inclus
- **Période de souscription** : du 25 janvier 2017 au 3 février 2017 inclus

Saint-Cloud, le 19 janvier 2017 – Elis, leader multiservice de la location-entretien de linge plat, de vêtements de travail et d'équipements d'hygiène et de bien-être en Europe et en Amérique latine, annonce le lancement d'une augmentation de capital en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires pour un montant brut d'environ 325 millions d'euros.

Le produit de l'augmentation de capital servira à refinancer une partie du crédit-relais de 550 millions d'euros contracté en novembre 2016 dans le cadre des acquisitions stratégiques annoncées le 21 décembre dernier d'Indusal et de Lavebras, deux acteurs majeurs en Espagne et au Brésil respectivement, pour un montant d'investissement total d'environ 510 millions d'euros¹.

Avec ces acquisitions, Elis poursuit la mise en œuvre de sa stratégie sur deux marchés clés à fort potentiel et renforce la part de son chiffre d'affaires international à plus de 40%. Ces opérations sont fortement créatrices de valeur avec des synergies attendues pour un montant total compris entre 25 et 30 millions d'euros pour l'année 2019 (hors crédit d'impôt), une marge d'EBITDA-cible de 30% à horizon 2019 dans les 2 pays² et une relation du BNPA ajusté de l'ordre de 7% pour l'exercice 2017³.

Elis a conclu le 17 janvier 2017 un nouveau crédit syndiqué pour un montant de 1 150 millions d'euros afin de refinancer le précédent crédit senior d'Elis ainsi que la tranche *bridge-to-debt* du contrat de crédit-relais. Il permet une extension de la maturité d'environ 2 ans (janvier 2022 contre février 2020 pour l'actuel crédit senior), un accroissement du montant (1 150 millions d'euros contre 850 millions d'euros pour l'actuel crédit senior) et une réduction de la grille de marge d'environ 50 points de base.

Eurazeo et Crédit Agricole Assurances⁴, les deux principaux actionnaires d'Elis à hauteur de 16,9%⁵ et 10% du capital respectivement, se sont engagés à souscrire à l'opération à hauteur de la totalité de leur quote-part dans le capital social d'Elis, soit un montant combiné d'environ 87 millions d'euros.

A l'occasion de cette annonce, **Xavier Martiré, Président du directoire d'Elis**, a déclaré : *« L'augmentation de capital de 325 millions d'euros que nous lançons aujourd'hui répond à deux impératifs stratégiques majeurs pour Elis : permettre la réalisation de deux acquisitions importantes dans deux de nos marchés clés tout en préservant une structure financière solide. Avec les acquisitions d'Indusal en Espagne et de Lavebras au Brésil, nous accélérons notre développement international et occuperons une position de solide leader dans ces deux marchés. En maintenant le droit préférentiel*

¹ Sur la base, concernant le prix d'acquisition de Lavebras, d'un taux de référence de 3,6 BRL pour 1 euro

² Le taux de marge d'EBITDA du Groupe en 2015 était de 31,5%

³ Le bénéfice par action ajusté pour l'exercice 2015 était de 0,67 euro

⁴ Qui détient 10% du capital d'Elis par l'intermédiaire de sa filiale Predica

⁵ Dont 16,1% par l'intermédiaire de la société Legendre Holding 27, société contrôlée par Eurazeo

Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux Etats-Unis, au Canada, au Japon ou en Australie

de souscription de nos actionnaires, nous leur proposons de bénéficier de la création de valeur qu'offrent ces deux acquisitions stratégiques, et l'engagement de nos deux actionnaires principaux, Eurazeo et Crédit Agricole Assurances, de participer à l'augmentation de capital pour l'intégralité de leur quote-part témoigne une nouvelle fois de leur confiance dans la stratégie d'Elis. ».

Principales modalités de l'augmentation de capital

L'augmentation de capital sera réalisée avec maintien du droit préférentiel de souscription (DPS) des actionnaires et entraînera l'émission de 25 910 490 actions nouvelles.

Les porteurs d'actions existantes enregistrées comptablement sur leur compte-titres à l'issue de la journée comptable du 20 janvier 2017 se verront attribuer des droits préférentiels de souscription qui seront détachés le 23 janvier 2017. Les actions existantes seront ainsi négociées ex-droit à compter du 23 janvier 2017.

La souscription des actions nouvelles sera réservée, par préférence, aux titulaires de DPS, 22 DPS permettant la souscription à titre irréductible de 5 actions nouvelles.

Les souscriptions à titre réductible seront admises mais seront sujettes à réduction en cas de sursouscription. Les actions nouvelles éventuellement non souscrites à titre irréductible seront attribuées aux titulaires de DPS ayant passé des ordres à titre réductible, et réparties entre eux sous réserve de réduction.

Sur la base du cours de clôture de l'action Elis sur le marché réglementé d'Euronext Paris le 17 janvier 2017, soit 17,125 euros, la valeur théorique d'1 DPS est de 0,85 euros (étant rappelé que sa valeur pourra évoluer durant la période de négociation des DPS, notamment en fonction de l'évolution du cours de l'action Elis) et la valeur théorique de l'action ex-droit s'élève à 16,28 euros.

Le prix de souscription des actions nouvelles de 12,55 euros par action (dont 10 euros de nominal et 2,55 euros de prime d'émission) fait ressortir une décote de 22,9% par rapport à la valeur théorique de l'action ex-droit et de 26,7% par rapport au cours de clôture (17,125 euros) du 17 janvier 2017.

L'augmentation de capital sera ouverte au public en France uniquement.

Elis a pris un engagement d'abstention pour une période se terminant 180 jours calendaires après la date de règlement-livraison de l'augmentation de capital sous réserve de certaines exceptions.

Eurazeo, Legendre Holding 27 et Crédit Agricole Assurances (via sa filiale Predica) ont chacun consenti un engagement de conservation portant sur l'ensemble de leur participation respective dans le capital d'Elis pour une période se terminant 90 jours calendaires après la date de règlement-livraison de l'augmentation de capital, sous réserve de certaines exceptions.

L'augmentation de capital (sous réserve des engagements de souscription susvisés) fait l'objet d'un contrat de garantie signé le 18 janvier 2017 par un syndicat bancaire comprenant BNP PARIBAS, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Deutsche Bank, HSBC et Société Générale Corporate & Investment Banking en qualité de Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés.

Calendrier de l'augmentation de capital

La cotation et la négociation des DPS sur Euronext Paris sous le code ISIN FR0013228152 débutera le 23 janvier 2017 et se terminera le 1^{er} février 2017 inclus. Il ne sera ainsi plus possible d'acheter ou de vendre des DPS à l'issue de la séance de bourse du 1^{er} février 2017. La période de souscription des actions nouvelles sera ouverte du 25 janvier 2017 au 3 février 2017 inclus. Les DPS non exercés à la fin de la période de souscription, soit avant la clôture de la séance de bourse du 3 février 2017, seront caducs de plein droit.

Le règlement-livraison et l'admission aux négociations sur Euronext Paris (compartiment A) des actions nouvelles sont prévus le 13 février 2017. Les actions nouvelles porteront jouissance courante et donneront droit, à compter de leur émission, à toutes les distributions décidées par Elis à compter de cette date. Elles seront, dès leur émission, immédiatement assimilées aux actions existantes d'Elis et seront négociées sur la même ligne de cotation sous le code ISIN FR0012435121.

Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux Etats-Unis, au Canada, au Japon ou en Australie

Perspectives financières

Le Groupe estime que son chiffre d'affaires consolidé pour l'exercice 2016 devrait s'élever à environ 1 510 millions d'euros, en augmentation de 6,7% par rapport à l'exercice précédent, dont environ 2,5% de croissance organique. Au quatrième trimestre, l'activité hôtelière à Paris est restée en demi-teinte malgré une légère amélioration fin décembre ; en revanche l'Europe du Sud et le Brésil ont poursuivi leur très bonne dynamique.

L'EBITDA estimé pour l'exercice 2016 est d'environ 465 millions d'euros, en augmentation de 4,2% par rapport à l'EBITDA de l'exercice précédent qui s'élevait à 446,1 millions d'euros ; le taux de marge d'EBITDA en France devrait être en baisse d'environ 45 points de base.

A la date du prospectus, le Groupe anticipe pour 2017, dans chacun de ses marchés, des dynamiques similaires à celles de 2016. La croissance organique 2017 du chiffre d'affaires de chaque zone géographique devrait donc être sensiblement du même ordre qu'en 2016.

Avec l'impact des acquisitions finalisées en 2016, la croissance totale du chiffre d'affaires du Groupe devrait s'établir au-delà de 10% en 2017 hors contribution de Lavebras. La date de réalisation de l'acquisition de Lavebras sera déterminée en fonction de la date d'obtention de l'autorisation de l'autorité de la concurrence brésilienne.

Par ailleurs, le Groupe vise en 2017 de maintenir son taux de marge d'EBITDA en France et d'améliorer son taux de marge sur les autres géographies.

L'annonce des résultats annuels 2016 du Groupe est prévue le 15 mars 2017.

Information du public

Le prospectus rédigé en langue française, ayant obtenu de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le visa numéro 17-022 en date du 18 janvier 2017 et constitué (i) du document de référence d'Elis enregistré auprès de l'AMF le 13 avril 2016 sous le numéro R.16-019, (ii) de l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'AMF le 18 janvier 2017 sous le numéro D.16-0083.A01 et (iii) d'une note d'opération (incluant le résumé du prospectus), est disponible, sans frais, auprès d'Elis (5 boulevard Louis Loucheur – 92210 Saint-Cloud) ainsi que sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org) et sur le site Internet de la société (www.corporate-elis.com).

Elis attire l'attention du public sur les facteurs de risque présentés au chapitre 2 du document de référence, au chapitre 2 de l'actualisation du document de référence et au chapitre 2 de la note d'opération.

Contact

Nicolas Buron, Directeur des Relations Investisseurs - Tél : +33 (0)1 75 49 93 93 - nicolas.buron@elis.com

Avertissement

Elis attire l'attention du public sur les facteurs de risques décrits au chapitre 2 du document de référence, au chapitre 2 de l'actualisation du document de référence et au chapitre 2 de la note d'opération, disponibles sans frais au siège social d'Elis, au 5, boulevard Louis Loucheur – Saint-Cloud (92210), France, ainsi que sur le site internet d'Elis (www.corporate-elis.com) et sur le site internet de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org), avant de prendre toute décision d'investissement. La concrétisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet négatif sur les activités, la situation, les résultats financiers ou les objectifs du Groupe ou sur le prix de marché des actions d'Elis.

Ni ce communiqué, ni aucune des informations qu'il contient, ne peut être diffusé au public dans un pays dans lequel il doit être satisfait à une quelconque obligation d'enregistrement ou d'approbation. Aucune démarche n'a été entreprise (ni ne sera entreprise) dans un quelconque pays (autre que la France) dans lequel de telles démarches seraient requises.

Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux Etats-Unis, au Canada, au Japon ou en Australie

Le présent communiqué de presse ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'offre de vente ou de souscription de valeurs mobilières imposant l'établissement d'un prospectus au sens de la Directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003, telle que modifiée, notamment par la Directive 2010/73/UE dans la mesure où cette Directive a été transposée dans les Etats membres de l'Espace Economique Européen (ensemble, la « Directive Prospectus »).

S'agissant des Etats membres de l'Espace Economique Européen autres que la France (les « États membres ») ayant transposé la Directive Prospectus, aucune action n'a été entreprise ni ne sera entreprise à l'effet de permettre une offre au public des titres rendant nécessaire la publication d'un prospectus dans l'un de ces États membres. Dans les Etats membres autres que la France, le présent communiqué de presse et toute offre potentielle ultérieure s'adressent exclusivement à des « investisseurs qualifiés » et agissant pour leur propre compte au sens de la Directive Prospectus et de toute mesure de transposition mise en place dans les Etats membres concernés.

Le présent communiqué ne doit pas être publié, diffusé ou distribué, directement ou indirectement, aux Etats-Unis, au Canada, au Japon ou en Australie. Ce communiqué et les informations qu'il contient ne constituent pas une offre de vente ou de souscription, ni la sollicitation d'une offre d'achat ou de souscription, de titres financiers dans lesdits pays.

La diffusion, publication ou distribution de ce communiqué dans certaines juridictions peut être sujette à des restrictions en vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Dès lors, les personnes situées dans les juridictions où ce communiqué est diffusé, publié ou distribué doivent se tenir informées desdites dispositions légales et réglementaires et s'y conformer.

Ce communiqué et l'information qu'il contient ne sont pas publiés et ne doivent pas être diffusés aux Etats-Unis. Ce communiqué ne constitue pas une offre de vente, ou une sollicitation d'offre d'achat ou de souscription, de titres financiers aux Etats-Unis. Les titres financiers auxquels il est fait référence n'ont pas été et ne seront pas enregistrés au titre du *U.S. Securities Act* de 1933, tel que modifié, et ne peuvent être offerts, exercés, ni cédés aux Etats-Unis sauf en cas d'enregistrement ou d'exemption d'enregistrement conformément au *U.S. Securities Act*. Elis n'a pas l'intention d'effectuer une quelconque offre publique de ses valeurs mobilières aux Etats-Unis.

Au Royaume-Uni, le présent communiqué est uniquement diffusé et est uniquement destiné aux « investisseurs qualifiés » (au sens de la section 86(7) du *Financial Services and Markets Act 2000*) qui sont (i) des « *investment professionals* » répondant aux dispositions de l'article 19(5) du *Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005* (tel qu'amendé) (l'« Ordonnance ») ou (ii) des personnes répondant aux dispositions de l'article 49(2)(a) à (d) de l'Ordonnance (« *high net worth companies* », « *unincorporated associations* », etc.) (toutes ces personnes étant ensemble dénommées les « Personnes Habilitées »). Ce communiqué est adressé seulement aux Personnes Habilitées. Tout investissement ou toute activité d'investissement auquel ce communiqué fait référence ne s'adresse et ne peut être réalisé qu'avec des Personnes Habilitées.

Au Canada, le présent communiqué est destiné uniquement aux investisseurs dans les provinces canadiennes qui sont des investisseurs accrédités (*accredited investors*), tel que ce terme est défini dans le Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus (*National Instrument 45-106 Prospectus Exemptions*) ou dans la sous-section 73.3(1) du *Securities Act (Ontario)*, ainsi que des clients autorisés (*permitted clients*), tel que ce terme est défini dans le Règlement 45-106 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites (*National Instrument 31-103 Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations*).

BNP PARIBAS, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Deutsche Bank AG, London Branch, HSBC Bank plc et Société Générale agissent pour le compte d'Elis exclusivement dans le cadre de l'augmentation de capital et ne considéreront aucune autre personne comme leurs clients respectifs et ne peuvent être tenus à l'égard d'un quelconque tiers de fournir la même protection qu'à l'un quelconque de leurs clients ou de fournir des conseils dans le cadre de toute offre de valeurs mobilières ou concernant le contenu de ce communiqué ou toute opération, convention ou autre sujet auxquels il est fait référence dans le présent communiqué.

Le présent communiqué contient des indications sur les perspectives et axes de développement du Groupe qui sont fondées sur des données, hypothèses et estimations susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment aux aléas de toute activité et à l'environnement économique, financier, concurrentiel, réglementaire et climatique, ainsi qu'à la capacité du Groupe à

Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux Etats-Unis, au Canada, au Japon ou en Australie

intégrer avec succès Indusal et Lavebras et à réaliser les synergies correspondantes. Elis ne prend pas l'engagement de mettre à jour ou de réviser les objectifs, prévisions et informations à caractère prospectif contenus dans ce communiqué, excepté dans le cadre de toute obligation légale ou réglementaire qui lui serait applicable. Elis ne prend aucun engagement et ne donne aucune garantie quant à la réalisation des objectifs figurant dans ce communiqué.

Ce communiqué contient des informations relatives aux marchés du Groupe et à sa position concurrentielle. Certaines de ces informations proviennent d'études réalisées par des sources externes. Ces informations publiquement disponibles, qu'Elis considère comme fiables, n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant et Elis ne peut garantir qu'un tiers utilisant des méthodes différentes pour réunir, analyser ou calculer des données sur les marchés aboutirait aux mêmes résultats. Sauf indication contraire, les informations figurant dans ce communiqué relatives aux parts de marché et à la taille des marchés pertinents du Groupe sont des estimations du Groupe et ne sont fournies qu'à titre indicatif.

Les données chiffrées estimées relatives au Groupe Indusal et au Groupe Lavebras sont fondées sur les informations mises à disposition d'Elis par Indusal et Lavebras, respectivement, telles qu'ajustées sur la base de certaines hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par Elis. Les données chiffrées relatives à Indusal et Lavebras ainsi que les données financières estimées relatives au Groupe présentées dans le présent communiqué n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen limité par les commissaires aux comptes d'Elis.

Résumé du Prospectus		
Visa de l'AMF n°17-022 en date du 18 janvier 2017		
<p>Le résumé se compose d'une série d'informations clés, désignées sous le terme d'« Éléments », qui sont présentés en cinq sections A à E et numérotés A.1 à E.7.</p> <p>Ce résumé contient l'ensemble des Éléments devant figurer dans le résumé d'un prospectus relatif à cette catégorie de valeurs mobilières et à ce type d'émetteur. Tous les Éléments ne devant pas être renseignés, la numérotation des Éléments dans le présent résumé n'est pas continue.</p> <p>Il est possible qu'aucune information pertinente ne puisse être fournie au sujet d'un Éléments donné qui doit figurer dans le présent résumé du fait de la catégorie de valeurs mobilières et du type d'émetteur concernés. Dans ce cas, une description sommaire de l'Éléments concerné figure dans le résumé avec la mention « sans objet ».</p>		
Section A – Introduction et avertissements		
A.1	Avertissement au lecteur	<p>Ce résumé doit être lu comme une introduction au prospectus.</p> <p>Toute décision d'investir dans les titres financiers qui font l'objet de l'offre au public ou dont l'admission aux négociations sur un marché réglementé est demandée doit être fondée sur un examen exhaustif du prospectus.</p> <p>Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États membres de l'Union européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus avant le début de la procédure judiciaire.</p> <p>Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris le cas échéant sa traduction et en ont demandé la notification au sens de l'article 212-41 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du prospectus ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du prospectus, les informations essentielles permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans ces titres financiers.</p>
A.2	Consentement de la Société	Sans objet.
Section B – Société		
B.1	Raison sociale et nom commercial	<p>Dénomination sociale : Elis (la « Société » et, avec l'ensemble de ses filiales consolidées, le « Groupe »)</p> <p>Nom commercial : Elis</p>
B.2	Siège social / Forme juridique / Droit applicable /	<ul style="list-style-type: none">– Siège social : 5 boulevard Louis Loucheur – 92210 Saint-Cloud– Forme sociale : société anonyme à directoire et conseil de surveillance

*Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux Etats-Unis, au Canada, au Japon
ou en Australie*

	Pays d'origine	<ul style="list-style-type: none"> - Droit applicable : droit français - Pays d'origine : France
B.3	Nature des opérations et principales activités	<p>Le Groupe est un groupe multi-services, leader de la location-entretien de linge plat, de vêtements de travail et d'équipements d'hygiène et de bien-être (« HBE ») en Europe et en Amérique latine. Le Groupe livre plus de 240 000 clients de toutes tailles dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration, de la santé, de l'industrie, du commerce et des services.</p> <p>Les services fournis par le Groupe, dans le cadre de son activité de location-entretien, sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les services de location-entretien de linge plat, qui consistent principalement en la location et l'entretien de linge de restauration (nappes, serviettes de table, torchons, essuie-verres, tabliers, <i>etc.</i>) et de linge d'hébergement (draps, couettes, housses de couette, taies d'oreiller, linge de toilette et serviettes éponges, <i>etc.</i>). Les services de location-entretien de linge plat ont généré 659,5 millions d'euros de chiffre d'affaires consolidé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, soit 46,6 % du chiffre d'affaires consolidé généré par le Groupe au cours de cette période ; - les services de location-entretien de vêtements de travail, qui consistent principalement en la location, la personnalisation et l'entretien de divers types de vêtements de travail, qu'ils soient (i) traditionnels (tels que les pantalons, chemises, uniformes et vestes), (ii) dits « équipements de protection individuelle » (EPI) (tels que les uniformes de pompier, les vêtements de protection contre les substances dangereuses ou températures extrêmes ou les vêtements permettant une haute visibilité) ou (iii) destinés aux environnements à atmosphère contrôlée (« salles blanches ») et principalement utilisés par les industries pharmaceutiques et microélectroniques (« l'ultra-propre »). Les services de location-entretien de vêtements de travail ont généré 433,9 millions d'euros de chiffre d'affaires consolidé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, soit 30,7 % du chiffre d'affaires consolidé généré par le Groupe au cours de cette période ; et - les services de location-entretien d'équipements d'hygiène et de bien-être (HBE), consistent, d'une part, en la location, l'installation et l'entretien d'équipements pour les points sanitaires, en particulier pour l'hygiène des toilettes (distributeurs de papier hygiénique désinfectant, service hygiène féminine, <i>etc.</i>), le lavage et l'essuyage des mains (distributeurs de savon, essuie-mains textile, papier ou à air pulsé) et l'assainissement de l'air, ainsi qu'en la fourniture de consommables pour l'ensemble de ces équipements. Ces services recouvrent également la location, l'installation et l'entretien de fontaines à eau et de machines à café expresso, ainsi que la fourniture de consommables pour l'ensemble de ces équipements, location, la personnalisation et le nettoyage de tapis de sol (microfibres absorbants). Ces prestations ont été étendues aux services de Prévention 3D qui couvrent les actions curatives contre les insectes et les rongeurs et des services ponctuels connexes. Les services de location-entretien d'équipements HBE ont généré 319,6 millions d'euros de chiffre d'affaires consolidé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, soit 22,6 % du chiffre d'affaires consolidé généré par le Groupe au cours de cette période. <p>Le Groupe exerce également une activité manufacturière qui a généré 17,5 millions d'euros de chiffre d'affaires consolidé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 et 9,5 millions d'euros de chiffre d'affaires consolidé au cours de la période de 6 mois close le 30 juin 2016 (après élimination des transactions intragroupe), soit respectivement 1,2 % et 1,3 % du chiffre d'affaires consolidé généré par le Groupe au cours de chacune de ces périodes. L'activité manufacturière du Groupe est exercée par deux entités, Le Jacquard Français, un créateur et fabricant de linge plat et de linge damassé haut de gamme, et Kennedy Hygiene Products Ltd, un concepteur et producteur européen d'équipements sanitaires (tels que les distributeurs d'essuie-mains en coton et en papier, les appareils d'essuie-mains sans contact avec les mains, les distributeurs de savon, de papier toilette, les poubelles d'hygiène féminine et les diffuseurs de parfum).</p> <p>Au travers de son offre intégrée multi-services, le Groupe fournit ses services de location-entretien à un éventail diversifié de clients répartis dans les zones géographiques ci-dessous (hors entités manufacturières) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la France, où le Groupe a généré 978,1 millions d'euros de chiffre d'affaires consolidé (hors entités manufacturières) au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 et 484,7 millions d'euros de chiffre d'affaires consolidé (hors entités manufacturières) au cours de la période de 6 mois close le 30 juin 2016, soit respectivement 70% et 67 % du chiffre d'affaires consolidé généré par le Groupe au cours de chacune de ces périodes (hors entités manufacturières). Le Groupe fournit ses services en France auprès de clients des secteurs de l'Hôtellerie-Restauration, de la Santé, de l'Industrie et des Commerce et

		<p>Services.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'Europe (qui comprend l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg, l'Espagne, l'Andorre, l'Italie, le Portugal, la Suisse et la République Tchèque), où le Groupe a généré 327,7 millions d'euros de chiffre d'affaires consolidé (hors entités manufacturières) au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 et 176,3 millions d'euros de chiffre d'affaires consolidé (hors entités manufacturières) au cours de la période de 6 mois close le 30 juin 2016, soit respectivement 23 % et 24 % du chiffre d'affaires consolidé généré par le Groupe au cours de chacune de ces périodes. Le Groupe fournit ses services en Europe auprès de clients de l'ensemble des segments décrits ci-dessus. - L'Amérique latine, comprenant le Brésil, où le Groupe a commencé à développer ses activités en décembre 2012, et le Chili, où le Groupe s'est implanté en septembre 2015. Le Groupe a généré en Amérique latine 92,2 millions d'euros de chiffre d'affaires au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 et 59,8 millions d'euros de chiffre d'affaires au cours de la période de 6 mois close le 30 juin 2016, soit respectivement 7 % et 8 % du chiffre d'affaires consolidé généré par le Groupe au cours de chacune de ces périodes (hors entités manufacturières). Par ailleurs, le Groupe est dernièrement entré sur le marché colombien grâce à l'acquisition de la société Servicios Industriales de Lavado SIL Ltda qui sera consolidée dans les comptes du Groupe à compter du 1^{er} janvier 2017. <p>Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, le Groupe a généré un chiffre d'affaires consolidé de 1 415,4 millions d'euros et son EBITDA consolidé s'est élevé à 446,1 millions d'euros. Au cours de la période de 6 mois close le 30 juin 2016, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'est établi à 730,2 millions d'euros et son EBITDA consolidé s'est élevé à 216,1 millions d'euros.</p>
<p>B.4a</p>	<p>Principales tendances récentes ayant des répercussions sur la Société et ses secteurs d'activité</p>	<p>Tendances au troisième trimestre 2016</p> <p>Sur les neuf premiers mois de l'exercice 2016, le chiffre d'affaires généré par le Groupe a montré une croissance de 6,5% par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2015, dont 2,5% de croissance organique. Le repli du chiffre d'affaires du Groupe au troisième trimestre en France est dû notamment à une faible activité de l'hôtellerie à Paris et sur la Côte d'Azur. Le chiffre d'affaires du Groupe a connu une forte croissance en Europe (hors France), tirée notamment par les bons chiffres du tourisme et le fort développement commercial dans la péninsule ibérique, et en Amérique latine, tirée notamment par les augmentations de prix, les contrats liés aux Jeux Olympiques, et par une forte activité commerciale.</p> <p>Acquisitions d'Indusal et Lavebras</p> <p>La Société a annoncé le 21 décembre 2016, d'une part, la signature d'un accord définitif en vue de l'acquisition de Compañia Navarra de Servicios Integrales SL et de ses filiales (« Indusal ») et, d'autre part, la signature d'un protocole d'accord en vue de l'acquisition de Lavebras Gestão de Têxteis S.A. et de ses filiales (« Lavebras »). La signature de l'accord définitif en vue de l'acquisition de Lavebras est intervenue le 5 janvier 2017.</p> <p>Indusal</p> <p>Indusal, un des leaders du secteur de la location textile et de la blanchisserie en Espagne⁶, fournit des prestations de location et entretien de linge plat et de vêtements de travail dans plusieurs secteurs d'activités, dont les secteurs de la santé, de l'hôtellerie et de l'industrie.</p> <p>Basé à Pampelune, Indusal est présent sur tout le territoire espagnol à travers 24 sites desservant plus de 3000 clients. Indusal a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires net de 83 millions d'euros et devrait atteindre en 2016, selon les informations communiquées par Indusal à la Société dans le cadre de l'acquisition, un chiffre d'affaires net estimé d'environ 90 millions d'euros. Le chiffre d'affaires estimé combiné d'Indusal et du Groupe en Espagne (avant acquisition d'Indusal) s'élève à environ 180 millions d'euros en 2016.</p> <p>Le Groupe a acquis 100% du capital d'Indusal pour un prix d'acquisition versé intégralement en numéraire et représentant une valeur d'entreprise de 170 millions d'euros. La réalisation de l'acquisition est intervenue au jour de signature de l'accord d'acquisition, soit le 21 décembre 2016. La consolidation d'Indusal dans les comptes consolidés du Groupe est effective au 31 décembre 2016. Au résultat de cette consolidation, le passif consolidé du Groupe comprend l'endettement net d'Indusal, principalement constitué d'un crédit syndiqué dont l'encours était estimé à environ 40 millions d'euros au 31 décembre 2016.</p>

⁶ Sur la base d'une taille de marché estimée par la Société à partir des données pour l'année 2014 figurant dans une étude réalisée pour la Société par le cabinet KPMG en date du 27 août 2014.

		<p>Les synergies anticipées dans le cadre de l'acquisition d'Indusal sont estimées par la Société à environ 3 millions d'euros pour l'année 2017 et environ 8 millions pour l'année 2018, pour atteindre en effet plein (lorsque leur mise en œuvre devrait être pleinement réalisée) près de 10 millions d'euros pour l'année 2019 (sur la base de données de référence pré-acquisition). Les synergies attendues sont composées à 90% de synergies de coûts et à 10% de synergies de revenus.</p> <p>Le rapprochement avec Indusal permet au Groupe de consolider sa position au sein d'un marché fragmenté et à fort potentiel en devenant, avec plus de 25% de part de marché, le leader du secteur en Espagne¹.</p> <p>Lavebras</p> <p>Lavebras, l'un des principaux acteurs de la blanchisserie au Brésil¹, est présent dans le secteur hospitalier ainsi que dans les segments de la santé, de l'industrie (notamment agro-alimentaire) et de l'hôtellerie/restauration.</p> <p>Basé à Videira (État de Santa Catarina), Lavebras est implanté dans 17 États brésiliens à travers un réseau de 76 sites industriels. Lavebras a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires net de 276 millions de réaux brésiliens (77 millions d'euros⁷) et devrait atteindre en 2016, selon les informations communiquées par Lavebras à la Société dans le cadre de l'acquisition, un chiffre d'affaires net estimé d'environ 370 millions de réaux brésiliens (103 millions d'euros²).</p> <p>Le Groupe a acquis 100% du capital de Lavebras pour un prix d'acquisition qui sera versé intégralement en numéraire et représente une valeur d'entreprise de Lavebras de 1 300 millions de réaux brésiliens (360 millions d'euros³). DNA Capital, <i>holding</i> d'investissement de la famille Bueno qui détenait 30% du capital de Lavebras avant l'acquisition, s'est engagé à réinvestir, via l'un de ses fonds d'investissement, une partie des fonds perçus au titre de la vente de sa participation dans Lavebras (environ 70 millions de réaux, soit environ 20 millions d'euros³) dans le nouvel ensemble issu du rapprochement de Lavebras avec les activités du Groupe au Brésil.</p> <p>Les synergies anticipées dans le cadre de l'acquisition de Lavebras sont estimées par la Société à 10 millions de réaux (3 millions d'euros⁸) pour l'année 2017 et 40 millions de réaux (11 millions d'euros³) pour l'année 2018, pour atteindre en effet plein (lorsque leur mise en œuvre devrait être pleinement réalisée) environ 60 millions de réaux (17 millions d'euros³) pour l'année 2019 (sur la base de données de référence pré-acquisition). Les synergies attendues sont composées à 67% de synergies de coûts et à 33% de synergies de revenus.</p> <p>Le rapprochement avec Lavebras s'inscrit dans la volonté du Groupe de développer ses activités en Amérique latine et permet au Groupe de consolider sa position parmi les principaux acteurs du secteur au Brésil avec une part de marché qui devrait s'élever à plus de 25% dès 2017⁹.</p> <p>La réalisation de l'acquisition de Lavebras reste soumise à la levée de conditions suspensives usuelles ainsi qu'à l'autorisation de l'autorité de la concurrence brésilienne, attendue au cours du premier semestre 2017. La Société estime que l'obtention de cette autorisation ne devrait pas poser de difficultés majeures, étant toutefois précisé qu'aucune assurance ne peut être donnée à cet égard, comme visé à la rubrique D.1(v) du présent résumé. La consolidation de Lavebras dans les comptes consolidés du Groupe sera effective à la date de réalisation de l'acquisition.</p> <p>Les graphiques ci-dessous présentent une indication¹⁰ de la répartition du chiffre d'affaires estimé du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 avant réalisation des acquisitions d'Indusal, de Lavebras et du groupe Puschendorf (réalisée en décembre 2016) et après réalisation de ces acquisitions (sur la base des données estimées pour l'exercice 2016 et en prenant pour hypothèse une consolidation au 1^{er} janvier 2016)¹¹ :</p>
--	--	---

⁷ Sur la base d'un taux de référence de 3,6 réaux brésiliens pour 1 euro.

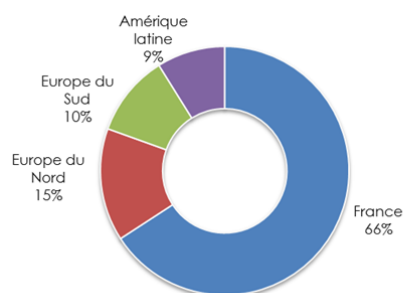
⁸ Sur la base d'un taux de référence de 3,6 réaux brésiliens pour 1 euro.

⁹ Sur la base d'une taille de marché estimée par la Société à partir des données pour l'année 2014 figurant dans l'étude KPMG précitée.

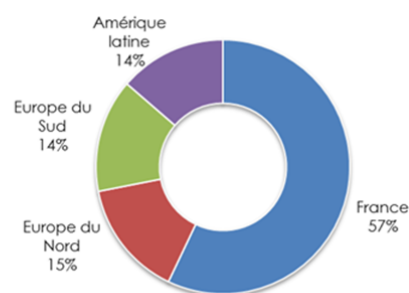
¹⁰ Les pourcentages indiqués sont donnés à titre illustratif et ne constituent pas une information *pro forma*.

¹¹ Hors entités manufacturières. L'Amérique latine inclut le Brésil et le Chili. L'Europe du Nord inclut la Suisse, l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg et la République Tchèque. L'Europe du Sud inclut l'Espagne, le Portugal et l'Italie.

Répartition par zone géographique avant acquisitions



Répartition par zone géographique après acquisitions



Financement des acquisitions

Le montant total de l'investissement du Groupe lié à ces acquisitions sera d'environ 510 millions d'euros, dont 170 millions d'euros au titre du paiement du prix d'acquisition d'Indusal et 1 230 millions de réaux brésiliens (340 millions d'euros³) au titre du paiement du prix d'acquisition de Lavebras.

Afin de sécuriser le financement de ces acquisitions, la Société a conclu le 10 novembre 2016 un crédit-relais (*bridge loan*) d'un montant total en principal de 550 millions d'euros. Ce contrat est divisé en deux tranches : (i) une tranche 1 (*bridge to equity*) d'un montant de 325 millions d'euros et d'une maturité de 6 mois assortie d'une possibilité d'extension de 3 mois à l'option de la Société, et (ii) une tranche 2 (*bridge to debt*) d'un montant de 225 millions d'euros et d'une maturité de 12 mois avec une possibilité d'extension de 6 mois à l'option de la Société. Dans le cadre de l'acquisition d'Indusal, la Société a tiré une partie du crédit-relais à hauteur de 130 millions d'euros en date du 21 décembre 2016. Le solde du prix d'acquisition d'Indusal a été financé par la trésorerie disponible du Groupe.

La Société a l'intention de refinancer la tranche 1 du contrat de crédit-relais (*bridge to equity*), d'un montant de 325 millions d'euros, en utilisant le produit net de la présente augmentation de capital. La Société a également l'intention de refinancer la tranche 2 du contrat de crédit-relais (*bridge to debt*), d'un montant de 225 millions d'euros, au moyen d'un nouveau contrat de crédit syndiqué senior d'un montant total de 1 150 millions d'euros, conclu le 17 janvier 2017, qui refinancera le précédent contrat de crédit senior de la Société conclu le 2 septembre 2014 pour un montant en principal de 850 millions d'euros.

Notations

Suite à l'annonce par la Société des acquisitions d'Indusal et Lavebras, les agences de notation Moody's et Standard & Poor's ont confirmé les notations attribuées à la Société, soit Ba2 (perspective stable) et BB (perspective positive), respectivement.

Perspectives de la Société pour l'exercice 2017

À la date du Prospectus, le Groupe anticipe pour 2017, dans chacun de ses marchés, des dynamiques similaires à celles de 2016. La croissance organique 2017 du chiffre d'affaires de chaque zone géographique devrait donc être sensiblement du même ordre qu'en 2016.

Avec l'impact des acquisitions finalisées en 2016, la croissance totale du chiffre d'affaires du Groupe devrait s'établir au-delà de 10% en 2017 (hors contribution de Lavebras).

La date de consolidation de Lavebras dépendra de la date de réalisation de l'acquisition, qui sera déterminée en fonction de la date d'obtention de l'autorisation de l'autorité de la concurrence brésilienne.

Par ailleurs, le Groupe vise en 2017 de maintenir son taux de marge d'EBITDA en France et d'améliorer son taux de marge sur les autres géographies.

Les objectifs, perspectives et tendances présentés ci-dessus sont fondés sur des données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par le Groupe à la date du présent prospectus (le « Prospectus »). Elles sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment aux aléas de toute activité et à l'environnement économique, financier, concurrentiel, réglementaire et climatique ainsi qu'à la capacité du Groupe à mettre en œuvre sa stratégie et à intégrer les sociétés acquises décrites ci-dessus. Ces objectifs, perspectives et tendances ne constituent pas des estimations ou prévisions de résultat. La Société

*Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux Etats-Unis, au Canada, au Japon
ou en Australie*

		<i>ne prend pas l'engagement de mettre à jour ou réviser les objectifs, perspectives et informations à caractère prospectif contenus dans le Prospectus, excepté dans le cadre de toute obligation légale ou réglementaire qui lui serait applicable. En outre, la concrétisation de certains risques décrits à la rubrique D.1 du présent résumé est susceptible d'avoir un impact sur les activités du Groupe et sa capacité à réaliser ses objectifs. La Société ne prend aucun engagement et ne donne aucune garantie quant à la réalisation des objectifs présentés ci-dessus.</i>																																																																																											
B.5	Groupe auquel la Société appartient	La Société est la société mère du Groupe, qui comptait 93 filiales consolidées au 30 novembre 2016, dont 29 sont situées en France.																																																																																											
B.6	Principaux actionnaires	<p>Au 31 décembre 2016, et sur la base des informations portées à la connaissance de la Société :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eurazeo SA détenait 16,9% du capital de la Société, dont 16,1% <i>via</i> Legendre Holding 27 SAS, une société <i>holding</i> créée sous la forme d'une société par actions simplifiée contrôlée par Eurazeo SA ; et - Crédit Agricole Assurances détenait, <i>via</i> sa filiale Predica, 10% du capital de la Société, suite à son acquisition le 30 mai 2016 de 11 400 617 actions cédées par Eurazeo SA et ECIP Elis. <p>À la connaissance de la Société, la répartition du capital et des droits de vote de la Société au 31 décembre 2016 était la suivante :</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr style="background-color: #e0f2f1;"> <th style="text-align: center;">Actionnaires</th> <th style="text-align: center;">Nombre d'actions</th> <th style="text-align: center;">Nombre de droits de vote théoriques</th> <th style="text-align: center;">Nombre de droits de vote exerçables</th> <th style="text-align: center;">% du capital</th> <th style="text-align: center;">% des droits de vote théoriques</th> <th style="text-align: center;">% des droits de vote exerçables</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Legendre Holding 27 SAS ^(a)</td> <td style="text-align: right;">18 351 303</td> <td style="text-align: right;">27 109 817</td> <td style="text-align: right;">27 109 817</td> <td style="text-align: right;">16,1</td> <td style="text-align: right;">21,97</td> <td style="text-align: right;">21,99</td> </tr> <tr> <td>Eurazeo SA ^(a)</td> <td style="text-align: right;">906 864</td> <td style="text-align: right;">1 330 179</td> <td style="text-align: right;">1 330 179</td> <td style="text-align: right;">0,8</td> <td style="text-align: right;">1,08</td> <td style="text-align: right;">1,08</td> </tr> <tr style="font-weight: bold;"> <td>Sous-total</td> <td style="text-align: right;">19 258 167</td> <td style="text-align: right;">28 439 996</td> <td style="text-align: right;">28 439 996</td> <td style="text-align: right;">16,9</td> <td style="text-align: right;">23,05</td> <td style="text-align: right;">23,07</td> </tr> <tr> <td>Predica ^(a)</td> <td style="text-align: right;">11 400 617</td> <td style="text-align: right;">11 400 617</td> <td style="text-align: right;">11 400 617</td> <td style="text-align: right;">10</td> <td style="text-align: right;">9,24</td> <td style="text-align: right;">9,25</td> </tr> <tr> <td>ECIP Elis SARL ^(a)</td> <td style="text-align: right;">154 952</td> <td style="text-align: right;">309 904</td> <td style="text-align: right;">309 904</td> <td style="text-align: right;">0,14</td> <td style="text-align: right;">0,25</td> <td style="text-align: right;">0,25</td> </tr> <tr> <td>Dirigeants et salariés</td> <td style="text-align: right;">58 116</td> <td style="text-align: right;">113 882</td> <td style="text-align: right;">113 882</td> <td style="text-align: right;">0,05</td> <td style="text-align: right;">0,09</td> <td style="text-align: right;">0,09</td> </tr> <tr> <td>Actions auto-détenues</td> <td style="text-align: right;">119 000</td> <td style="text-align: right;">119 000</td> <td style="text-align: right;">0</td> <td style="text-align: right;">0,10</td> <td style="text-align: right;">0,10</td> <td style="text-align: right;">0</td> </tr> <tr style="font-weight: bold;"> <td>Public</td> <td style="text-align: right;">83 015 315</td> <td style="text-align: right;">83 015 315</td> <td style="text-align: right;">83 015 315</td> <td style="text-align: right;">72,81</td> <td style="text-align: right;">67,27</td> <td style="text-align: right;">67,34</td> </tr> <tr> <td><i>Dont</i></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>• Franklin Resources, Inc ^(b)</td> <td style="text-align: right;">5 895 968</td> <td style="text-align: right;">5 895 968</td> <td style="text-align: right;">5 895 968</td> <td style="text-align: right;">5,17</td> <td style="text-align: right;">4,78</td> <td style="text-align: right;">4,78</td> </tr> <tr> <td>• Ameriprise Financial, Inc ^(c)</td> <td style="text-align: right;">5 752 999</td> <td style="text-align: right;">5 752 999</td> <td style="text-align: right;">5 752 999</td> <td style="text-align: right;">5,04</td> <td style="text-align: right;">4,66</td> <td style="text-align: right;">4,67</td> </tr> <tr style="font-weight: bold;"> <td>TOTAL</td> <td style="text-align: right;">114 006 167</td> <td style="text-align: right;">123 398 714</td> <td style="text-align: right;">123 279 714</td> <td style="text-align: right;">100</td> <td style="text-align: right;">100</td> <td style="text-align: right;">100</td> </tr> </tbody> </table> <p>(a) Actionnaires ayant déclaré être liés par un pacte d'actionnaires (b) Sur la base de la déclaration de franchissement de seuil de Franklin Resources, Inc. en date du 16 septembre 2016 (c) Sur la base de la déclaration de franchissement de seuil d'Ameriprise Financial, Inc. en date du 16 octobre 2015</p> <p>Depuis le 3 avril 2016, Legendre Holding 27 SAS et Eurazeo SA ont acquis des droits de vote doubles en application de l'article 9 des statuts de la Société qui stipulent que les actions détenues au nominatif par un même actionnaire pendant une durée continue de deux ans bénéficient d'un droit de vote double. Au 31 décembre 2016, 9 392 547 actions bénéficiaient d'un droit de vote double.</p>	Actionnaires	Nombre d'actions	Nombre de droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% du capital	% des droits de vote théoriques	% des droits de vote exerçables	Legendre Holding 27 SAS ^(a)	18 351 303	27 109 817	27 109 817	16,1	21,97	21,99	Eurazeo SA ^(a)	906 864	1 330 179	1 330 179	0,8	1,08	1,08	Sous-total	19 258 167	28 439 996	28 439 996	16,9	23,05	23,07	Predica ^(a)	11 400 617	11 400 617	11 400 617	10	9,24	9,25	ECIP Elis SARL ^(a)	154 952	309 904	309 904	0,14	0,25	0,25	Dirigeants et salariés	58 116	113 882	113 882	0,05	0,09	0,09	Actions auto-détenues	119 000	119 000	0	0,10	0,10	0	Public	83 015 315	83 015 315	83 015 315	72,81	67,27	67,34	<i>Dont</i>							• Franklin Resources, Inc ^(b)	5 895 968	5 895 968	5 895 968	5,17	4,78	4,78	• Ameriprise Financial, Inc ^(c)	5 752 999	5 752 999	5 752 999	5,04	4,66	4,67	TOTAL	114 006 167	123 398 714	123 279 714	100	100	100
Actionnaires	Nombre d'actions	Nombre de droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% du capital	% des droits de vote théoriques	% des droits de vote exerçables																																																																																							
Legendre Holding 27 SAS ^(a)	18 351 303	27 109 817	27 109 817	16,1	21,97	21,99																																																																																							
Eurazeo SA ^(a)	906 864	1 330 179	1 330 179	0,8	1,08	1,08																																																																																							
Sous-total	19 258 167	28 439 996	28 439 996	16,9	23,05	23,07																																																																																							
Predica ^(a)	11 400 617	11 400 617	11 400 617	10	9,24	9,25																																																																																							
ECIP Elis SARL ^(a)	154 952	309 904	309 904	0,14	0,25	0,25																																																																																							
Dirigeants et salariés	58 116	113 882	113 882	0,05	0,09	0,09																																																																																							
Actions auto-détenues	119 000	119 000	0	0,10	0,10	0																																																																																							
Public	83 015 315	83 015 315	83 015 315	72,81	67,27	67,34																																																																																							
<i>Dont</i>																																																																																													
• Franklin Resources, Inc ^(b)	5 895 968	5 895 968	5 895 968	5,17	4,78	4,78																																																																																							
• Ameriprise Financial, Inc ^(c)	5 752 999	5 752 999	5 752 999	5,04	4,66	4,67																																																																																							
TOTAL	114 006 167	123 398 714	123 279 714	100	100	100																																																																																							
B.7	Information financières historiques clés	Principaux chiffres clés Les informations financières présentées ci-dessous sont issues des comptes consolidés (audités) du																																																																																											

sélectionnées	<p>Groupe pour les exercices clos les 31 décembre 2013, 2014 et 2015 et des comptes consolidés intermédiaires condensés (non audités) pour les périodes de 6 mois closes les 30 juin 2015 et 2016, établis conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne.</p> <p>Informations financières sélectionnées du compte de résultat consolidé du Groupe</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2"></th> <th colspan="3">Exercices clos les 31 décembre</th> <th colspan="2">Semestres clos les 30 juin</th> </tr> <tr> <th>2013</th> <th>2014</th> <th>2015</th> <th>2015</th> <th>2016</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td colspan="5" style="text-align: center;"><i>(en millions d'euros)</i></td> </tr> <tr> <td>Produits de l'activité ordinaire (chiffre d'affaires⁽¹⁾)</td> <td>1 225,4</td> <td>1 331,0</td> <td>1 415,4</td> <td>682,4</td> <td>730,2</td> </tr> <tr> <td>Coût du linge, des appareils et autres consommables.....</td> <td>(195,8)</td> <td>(222,2)</td> <td>(240,0)</td> <td>(114,7)</td> <td>(121,1)</td> </tr> <tr> <td>Coûts de traitement</td> <td>(413,3)</td> <td>(470,0)</td> <td>(518,3)</td> <td>(255,2)</td> <td>(276,9)</td> </tr> <tr> <td>Coûts de distribution</td> <td>(195,5)</td> <td>(212,9)</td> <td>(224,8)</td> <td>(110,8)</td> <td>(116,5)</td> </tr> <tr> <td>Marge brute.....</td> <td>420,8</td> <td>425,8</td> <td>432,3</td> <td>201,7</td> <td>215,8</td> </tr> <tr> <td>Frais de vente, généraux et administratifs.....</td> <td>(209,1)</td> <td>(216,7)</td> <td>(225,3)</td> <td>(114,8)</td> <td>(123,9)</td> </tr> <tr> <td>Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotation aux amortissements des relations clientèle</td> <td>211,7</td> <td>209,1</td> <td>206,9</td> <td>86,9</td> <td>91,8</td> </tr> <tr> <td>Dotation aux amortissements des relations clientèle</td> <td>(39,6)</td> <td>(41,3)</td> <td>(45,6)</td> <td>(21,8)</td> <td>(22,0)</td> </tr> <tr> <td>Pertes de valeur sur écarts d'acquisition</td> <td>(4,0)</td> <td>0,0</td> <td>(14,6)</td> <td>0,0</td> <td>0,0</td> </tr> <tr> <td>Autres produits et charges opérationnels.....</td> <td>(49,2)</td> <td>(23,1)</td> <td>(33,4)</td> <td>(26,0)</td> <td>(2,6)</td> </tr> <tr> <td>Résultat opérationnel</td> <td>118,9</td> <td>144,7</td> <td>113,4</td> <td>39,2</td> <td>67,3</td> </tr> <tr> <td>Résultat financier</td> <td>(164,2)</td> <td>(153,6)</td> <td>(170,9)</td> <td>(144,6)</td> <td>(27,0)</td> </tr> <tr> <td>Résultat avant impôt.....</td> <td>(45,3)</td> <td>(8,9)</td> <td>(57,6)</td> <td>(105,4)</td> <td>40,3</td> </tr> <tr> <td>Charge d'impôt.....</td> <td>1,2</td> <td>(13,0)</td> <td>0,4</td> <td>(24,8)</td> <td>(17,1)</td> </tr> <tr> <td>Quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence.....</td> <td>0,1</td> <td>0,0</td> <td>0,0</td> <td>0,0</td> <td>0,0</td> </tr> <tr> <td>Résultat net</td> <td>(44,1)</td> <td>(21,9)</td> <td>(57,1)</td> <td>(80,6)</td> <td>23,1</td> </tr> </tbody> </table> <p>(1) Les « Produits de l'activité ordinaire » pourront être désignés par le terme « chiffre d'affaires » ou « chiffre d'affaires consolidé » dans la Note d'Opération.</p> <p>Informations financières sélectionnées du bilan consolidé du Groupe</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2"></th> <th colspan="3">Exercices clos les 31 décembre</th> <th colspan="2">Semestres clos les 30 juin</th> </tr> <tr> <th>2013</th> <th>2014</th> <th>2015</th> <th>2015</th> <th>2016</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td colspan="5" style="text-align: center;"><i>(en millions d'euros)</i></td> </tr> <tr> <td>Actifs non courants.....</td> <td>2 531,1</td> <td>2 667,1</td> <td>2 751,6</td> <td>2 751,9</td> <td>2 791,4</td> </tr> <tr> <td><i>Dont écarts d'acquisitions</i>.....</td> <td>1 454,9</td> <td>1 536,1</td> <td>1 589,3</td> <td>1 586,9</td> <td>1 616,8</td> </tr> <tr> <td><i>Dont immobilisations incorporelles</i>.....</td> <td>428,3</td> <td>404,4</td> <td>368,8</td> <td>371,0</td> <td>354,7</td> </tr> <tr> <td>Actifs courants.....</td> <td>398,6</td> <td>462,1</td> <td>484,4</td> <td>484,3</td> <td>614,6</td> </tr> <tr> <td>Actifs détenus en vue de la vente.....</td> <td>88,9</td> <td>0,0</td> <td>0,0</td> <td>0,0</td> <td>8,4</td> </tr> <tr> <td>Total actif.....</td> <td>3 018,6</td> <td>3 129,1</td> <td>3 235,9</td> <td>3 236,2</td> <td>3 406,0</td> </tr> <tr> <td>Capitaux propres.....</td> <td>347,4</td> <td>368,2</td> <td>1 054,5</td> <td>1 054,1</td> <td>1 058,8</td> </tr> <tr> <td>Passifs non courants</td> <td>2 194,6</td> <td>2 256,8</td> <td>1 570,3</td> <td>1 571,0</td> <td>1 584,8</td> </tr> <tr> <td>Passifs courants</td> <td>468,0</td> <td>504,2</td> <td>611,1</td> <td>611,1</td> <td>762,4</td> </tr> <tr> <td>Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente.....</td> <td>8,6</td> <td>0,0</td> <td>0,0</td> <td>0,0</td> <td>2,6</td> </tr> <tr> <td>Total passifs et capitaux propres.....</td> <td>3 018,6</td> <td>3 129,1</td> <td>3 235,9</td> <td>3 167,2</td> <td>3 406,0</td> </tr> </tbody> </table>		Exercices clos les 31 décembre			Semestres clos les 30 juin		2013	2014	2015	2015	2016		<i>(en millions d'euros)</i>					Produits de l'activité ordinaire (chiffre d'affaires⁽¹⁾)	1 225,4	1 331,0	1 415,4	682,4	730,2	Coût du linge, des appareils et autres consommables.....	(195,8)	(222,2)	(240,0)	(114,7)	(121,1)	Coûts de traitement	(413,3)	(470,0)	(518,3)	(255,2)	(276,9)	Coûts de distribution	(195,5)	(212,9)	(224,8)	(110,8)	(116,5)	Marge brute	420,8	425,8	432,3	201,7	215,8	Frais de vente, généraux et administratifs.....	(209,1)	(216,7)	(225,3)	(114,8)	(123,9)	Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotation aux amortissements des relations clientèle	211,7	209,1	206,9	86,9	91,8	Dotation aux amortissements des relations clientèle	(39,6)	(41,3)	(45,6)	(21,8)	(22,0)	Pertes de valeur sur écarts d'acquisition	(4,0)	0,0	(14,6)	0,0	0,0	Autres produits et charges opérationnels.....	(49,2)	(23,1)	(33,4)	(26,0)	(2,6)	Résultat opérationnel	118,9	144,7	113,4	39,2	67,3	Résultat financier	(164,2)	(153,6)	(170,9)	(144,6)	(27,0)	Résultat avant impôt	(45,3)	(8,9)	(57,6)	(105,4)	40,3	Charge d'impôt.....	1,2	(13,0)	0,4	(24,8)	(17,1)	Quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence.....	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	Résultat net	(44,1)	(21,9)	(57,1)	(80,6)	23,1		Exercices clos les 31 décembre			Semestres clos les 30 juin		2013	2014	2015	2015	2016		<i>(en millions d'euros)</i>					Actifs non courants	2 531,1	2 667,1	2 751,6	2 751,9	2 791,4	<i>Dont écarts d'acquisitions</i>	1 454,9	1 536,1	1 589,3	1 586,9	1 616,8	<i>Dont immobilisations incorporelles</i>	428,3	404,4	368,8	371,0	354,7	Actifs courants	398,6	462,1	484,4	484,3	614,6	Actifs détenus en vue de la vente.....	88,9	0,0	0,0	0,0	8,4	Total actif	3 018,6	3 129,1	3 235,9	3 236,2	3 406,0	Capitaux propres	347,4	368,2	1 054,5	1 054,1	1 058,8	Passifs non courants	2 194,6	2 256,8	1 570,3	1 571,0	1 584,8	Passifs courants	468,0	504,2	611,1	611,1	762,4	Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente.....	8,6	0,0	0,0	0,0	2,6	Total passifs et capitaux propres	3 018,6	3 129,1	3 235,9	3 167,2	3 406,0
	Exercices clos les 31 décembre			Semestres clos les 30 juin																																																																																																																																																																																																	
	2013	2014	2015	2015	2016																																																																																																																																																																																																
	<i>(en millions d'euros)</i>																																																																																																																																																																																																				
Produits de l'activité ordinaire (chiffre d'affaires⁽¹⁾)	1 225,4	1 331,0	1 415,4	682,4	730,2																																																																																																																																																																																																
Coût du linge, des appareils et autres consommables.....	(195,8)	(222,2)	(240,0)	(114,7)	(121,1)																																																																																																																																																																																																
Coûts de traitement	(413,3)	(470,0)	(518,3)	(255,2)	(276,9)																																																																																																																																																																																																
Coûts de distribution	(195,5)	(212,9)	(224,8)	(110,8)	(116,5)																																																																																																																																																																																																
Marge brute	420,8	425,8	432,3	201,7	215,8																																																																																																																																																																																																
Frais de vente, généraux et administratifs.....	(209,1)	(216,7)	(225,3)	(114,8)	(123,9)																																																																																																																																																																																																
Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotation aux amortissements des relations clientèle	211,7	209,1	206,9	86,9	91,8																																																																																																																																																																																																
Dotation aux amortissements des relations clientèle	(39,6)	(41,3)	(45,6)	(21,8)	(22,0)																																																																																																																																																																																																
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition	(4,0)	0,0	(14,6)	0,0	0,0																																																																																																																																																																																																
Autres produits et charges opérationnels.....	(49,2)	(23,1)	(33,4)	(26,0)	(2,6)																																																																																																																																																																																																
Résultat opérationnel	118,9	144,7	113,4	39,2	67,3																																																																																																																																																																																																
Résultat financier	(164,2)	(153,6)	(170,9)	(144,6)	(27,0)																																																																																																																																																																																																
Résultat avant impôt	(45,3)	(8,9)	(57,6)	(105,4)	40,3																																																																																																																																																																																																
Charge d'impôt.....	1,2	(13,0)	0,4	(24,8)	(17,1)																																																																																																																																																																																																
Quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence.....	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0																																																																																																																																																																																																
Résultat net	(44,1)	(21,9)	(57,1)	(80,6)	23,1																																																																																																																																																																																																
	Exercices clos les 31 décembre			Semestres clos les 30 juin																																																																																																																																																																																																	
	2013	2014	2015	2015	2016																																																																																																																																																																																																
	<i>(en millions d'euros)</i>																																																																																																																																																																																																				
Actifs non courants	2 531,1	2 667,1	2 751,6	2 751,9	2 791,4																																																																																																																																																																																																
<i>Dont écarts d'acquisitions</i>	1 454,9	1 536,1	1 589,3	1 586,9	1 616,8																																																																																																																																																																																																
<i>Dont immobilisations incorporelles</i>	428,3	404,4	368,8	371,0	354,7																																																																																																																																																																																																
Actifs courants	398,6	462,1	484,4	484,3	614,6																																																																																																																																																																																																
Actifs détenus en vue de la vente.....	88,9	0,0	0,0	0,0	8,4																																																																																																																																																																																																
Total actif	3 018,6	3 129,1	3 235,9	3 236,2	3 406,0																																																																																																																																																																																																
Capitaux propres	347,4	368,2	1 054,5	1 054,1	1 058,8																																																																																																																																																																																																
Passifs non courants	2 194,6	2 256,8	1 570,3	1 571,0	1 584,8																																																																																																																																																																																																
Passifs courants	468,0	504,2	611,1	611,1	762,4																																																																																																																																																																																																
Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente.....	8,6	0,0	0,0	0,0	2,6																																																																																																																																																																																																
Total passifs et capitaux propres	3 018,6	3 129,1	3 235,9	3 167,2	3 406,0																																																																																																																																																																																																

Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux Etats-Unis, au Canada, au Japon ou en Australie

		Informations financières sélectionnées des flux de trésorerie consolidés du Groupe				
		Exercices clos les 31 décembre			Semestres clos les 30 juin	
		2013	2014	2015	2015	2016
		<i>(en millions d'euros)</i>				
		Flux nets de trésorerie générés par l'activité.....				
		367,8	361,0	293,9	69,7	169,1
		Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement.....				
		(230,8)	(240,0)	(375,5)	(192,1)	(164,5)
		Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement.....				
		(142,4)	(111,5)	78,8	165,1	74,1
		(5,4)	9,5	(2,8)	42,6	78,7
		Trésorerie à l'ouverture.....				
		54,7	48,6	58,5	58,5	55,7
		Incidence de la variation du cours des devises sur la trésorerie.....				
		(0,7)	0,4	0,0	0,3	1,1
		48,6	58,5	55,7	101,5	135,5
B.8	Informations financières pro forma clés sélectionnées	Sans objet. Les acquisitions d'Indusal et de Lavebras n'entraînant pas, individuellement comme de manière cumulée, une variation de plus de 25% du chiffre d'affaires consolidé, du résultat consolidé ou du total de l'actif consolidé du Groupe, l'inclusion d'informations financières <i>pro forma</i> dans le Prospectus n'est pas requise.				
B.9	Prévisions ou estimations de bénéfices	<p>Estimations du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2016</p> <p>Les données financières estimées du Groupe relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2016 et présentées ci-après ont été élaborées selon un processus comptable similaire à celui habituellement retenu pour l'établissement des comptes consolidés du Groupe pour les 11 premiers mois de l'exercice et selon un processus budgétaire pour le mois de décembre 2016.</p> <p>Ces données ont été examinées par le directoire de la Société le 17 janvier 2017 et n'ont pas fait l'objet d'un audit de la part des commissaires aux comptes de la Société. L'estimation du bénéfice a fait l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes de la Société.</p> <p>Le Groupe estime que son chiffre d'affaires consolidé pour l'exercice 2016 devrait s'élever à environ 1 510 millions d'euros, en augmentation de 6,7% par rapport à l'exercice précédent, dont environ 2,5% de croissance organique. Au quatrième trimestre, l'activité hôtelière à Paris est restée en demi-teinte malgré une légère amélioration fin décembre ; en revanche l'Europe du Sud et le Brésil ont poursuivi leur très bonne dynamique.</p> <p>L'EBITDA estimé pour l'exercice 2016 est d'environ 465 millions d'euros, en augmentation de 4,2% par rapport à l'EBITDA de l'exercice précédent qui s'élevait à 446,1 millions d'euros. Le taux de marge d'EBITDA en France devrait être en baisse d'environ 45 points de base.</p> <p>Ces estimations sont en ligne avec les indications données lors de la publication du chiffre d'affaires du troisième trimestre 2016.</p> <p>Les états financiers consolidés définitifs pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, qui feront l'objet d'un rapport d'audit des commissaires aux comptes de la Société, seront communiqués le 15 mars 2017 selon le calendrier prévisionnel de publication.</p>				
B.10	Réserves sur les informations financières historiques	Sans objet.				
Section C – Valeurs mobilières						
C.1	Nature, catégorie et numéro d'identification des valeurs mobilières	<p>Les actions nouvelles dont l'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris (« Euronext Paris ») est demandée sont des actions ordinaires de même catégorie que les actions existantes de la Société.</p> <p>Libellé pour les actions : ELIS</p> <p>Code ISIN : FR0012435121</p> <p>Mnémonique : ELIS</p> <p>Compartment : Compartiment A</p>				

*Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux Etats-Unis, au Canada, au Japon
ou en Australie*

		Secteur d'activité : Services supports Classification ICB : 2790
C.2	Devise d'émission	Euro.
C.3	Nombre d'actions émises / Valeur nominale des actions	L'émission porte sur 25 910 490 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 euros chacune, à libérer intégralement en numéraire lors de la souscription. Les actions nouvelles seront, dès leur création, soumises à toutes les stipulations des statuts de la Société.
C.4	Droits attachés aux actions	En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société, les principaux droits attachés aux actions nouvelles émises dans le cadre de l'augmentation de capital sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> - droit à dividendes ; - droit de vote ; - droit préférentiel de souscription de titres de même catégorie ; - droit de participation à tout excédent en cas de liquidation ; et - droit d'information des actionnaires. En application des stipulations de l'article 9 des statuts de la Société, depuis le 3 avril 2016, un droit de vote double est conféré à toute action justifiant d'une inscription au nominatif pendant une durée continue de deux ans au moins au nom du même actionnaire.
C.5	Restriction imposée à la libre négociabilité des valeurs mobilières	Aucune clause statutaire ne limite la libre négociabilité des actions composant le capital de la Société. Dans le cadre de l'augmentation de capital, Eurazeo SA, Legendre Holding 27 SAS et Predica ont souscrit un engagement de conservation envers la Société et les Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés à compter de la date du visa de l'AMF sur le Prospectus et jusqu'à la fin de la période expirant 90 jours calendaires après la date de règlement-livraison des actions nouvelles, sous réserve d'exceptions usuelles.
C.6	Demande d'admission à la négociation	Les actions nouvelles feront l'objet d'une demande d'admission sur Euronext Paris, dès leur émission prévue le 13 février 2017, sur la même ligne de cotation que les actions existantes de la Société (code ISIN FR0012435121). Aucune autre demande d'admission aux négociations sur un marché réglementé n'a été formulée par la Société.
C.7	Politique en matière de dividendes	La Société n'a procédé à aucune distribution de dividendes au cours des exercices clos les 31 décembre 2013, 2014 et 2015. En revanche, la Société a effectué une distribution exceptionnelle d'une somme prélevée sur le compte de prime d'émission, d'un montant unitaire de 0,35 euro par action, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015, et une distribution exceptionnelle d'une somme prélevée sur les comptes prime et réserves, d'un montant unitaire de 0,35 euro par action, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014. La Société déterminera le montant d'éventuelles distributions au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et des exercices suivants en prenant en considération divers facteurs, dont notamment les conditions générales de l'activité de la Société et en particulier ses objectifs stratégiques, sa situation financière, les opportunités qu'elle souhaite saisir et les dispositions légalement applicables.
Section D – Risques		
D.1	Principaux risques propres à la Société ou à son secteur d'activité	Les investisseurs sont invités à prendre en considération les principaux facteurs de risque spécifiques au Groupe et à ses activités qui comprennent notamment les risques suivants : (i) risques liés aux activités du Groupe, notamment ceux liés : <ul style="list-style-type: none"> - à l'incapacité du Groupe à remporter de nouveaux contrats clients, notamment dans le cadre de procédures d'appels d'offres ; - à la résiliation d'un nombre important de contrats clients ou au non-renouvellement de certains contrats clients ; - au recours à des fournisseurs externes, qui affaiblit la capacité du Groupe à contrôler

*Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux Etats-Unis, au Canada, au Japon
ou en Australie*

		<p>directement la qualité des prestations fournies ;</p> <ul style="list-style-type: none">- au recours à des sous-traitants, qui pourraient ne pas respecter leurs obligations contractuelles ou légales ;- à la dépendance économique de certains fournisseurs ou sous-traitants, qui pourrait exposer le Groupe à des litiges, délais ou coûts d'indemnisation en cas de résiliation de certains contrats ou de faillite de certains sous-traitants ;- à la structure organisationnelle du Groupe, dans laquelle les équipes locales de vente, opérationnelles et de direction disposent d'une autonomie importante sur l'activité au niveau local ;- aux relations sociales ;- au recrutement et au maintien de personnel clé, le succès des activités du Groupe dépendant dans une large mesure des compétences de l'équipe de direction existante ;- aux droits de propriété intellectuelle, le Groupe ne pouvant garantir que les mesures qu'il a prises ou qu'il est susceptible de prendre à l'avenir seront suffisantes pour prévenir la violation de ses droits de propriété intellectuelle ou la formation d'opposition à ces droits ;- aux systèmes d'information, toute perturbation ou défaillance des systèmes d'information du Groupe pouvant avoir un effet défavorable significatif sur la qualité et la ponctualité des services que le Groupe propose ;- aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement, le Groupe ayant recours pour certaines de ses activités à un nombre limité de fournisseurs, et devant faire face aux nombreux risques liés à un approvisionnement sur des marchés étrangers ;- aux activités internationales du Groupe qui en 2015 a réalisé 30% de son chiffre d'affaires consolidé (hors entités manufacturières) hors de France et est ainsi confronté à un certain nombre de risques, tels que l'instabilité politique, sociale ou économique, la corruption ou les changements dans les politiques et réglementations publiques, sur lesquels il ne peut exercer aucun contrôle ;- aux acquisitions et cessions, qui comprennent notamment l'incapacité du Groupe à trouver des cibles appropriées, à planifier ou à réaliser efficacement une acquisition donnée ou encore les pertes ou une réduction des marges que pourraient entraîner les cessions ;- à la dévalorisation de l'image du Groupe, de sa principale marque Elis et de sa réputation qui constituent un élément fondamental de son positionnement et de sa valeur ;- aux difficultés de paiement par les clients du Groupe ; <p>(ii) risques liés aux secteurs d'activité du Groupe, notamment ceux liés :</p> <ul style="list-style-type: none">- à la conjoncture économique générale, la demande pour certains services du Groupe étant généralement liée à la conjoncture économique et notamment à la croissance du produit intérieur brut en France, le principal marché du Groupe en terme de chiffre d'affaires ;- aux pressions sur les prix et les marges des services offerts par le Groupe en raison notamment des conditions macroéconomiques difficiles et de la concurrence existante ;- à l'environnement concurrentiel du Groupe, qui doit faire face à une concurrence importante de la part de diverses entreprises dans chacun de ses secteurs d'activité et dont le succès dépend de la qualité de ses services et des prix qu'il pratique, notamment par rapport à ses concurrents ;- aux fluctuations des prix des textiles, si le Groupe ne parvenait pas à répercuter immédiatement ou totalement les coûts supplémentaires sur les prix facturés à ses
--	--	---

*Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux Etats-Unis, au Canada, au Japon
ou en Australie*

		<p>Clients ;</p> <ul style="list-style-type: none">- aux prix de l'énergie, si le Groupe n'était pas en mesure d'augmenter les prix facturés à ses clients à la suite d'une hausse des prix du gaz, de l'électricité, de l'eau ou du carburant ;- à l'évolution du mouvement d'externalisation des services fournis par le Groupe et à leur ré-internalisation par certains clients ;- au niveau des dépenses publiques, une partie importante du chiffre d'affaires du Groupe dans certains pays résultant de contrats conclus avec des gouvernements ou d'autres entités du secteur public ;- à l'intensité capitalistique des secteurs d'activité du Groupe, notamment en raison de la comptabilisation des achats de linge et vêtements de travail comme des dépenses d'investissements et de la mécanisation nécessaire pour le lavage du linge plat et des vêtements de travail ; <p>(iii) risques financiers, notamment ceux liés :</p> <ul style="list-style-type: none">- à la structure de société <i>holding</i> et notamment à l'incapacité des filiales opérationnelles du Groupe à effectuer des paiements à d'autres filiales du Groupe ou à la Société ;- à l'endettement significatif actuellement supporté par le Groupe, aux clauses restrictives des contrats de financement et aux sûretés accordées dans le cadre de ces financements ;- aux écarts d'acquisitions (<i>goodwill</i>) et aux impôts différés actifs, le Groupe étant amené à comptabiliser des charges en cas de dépréciation des écarts d'acquisitions et n'étant pas assuré de la réalisation effective des impôts différés actifs enregistrés à son bilan ;- au risque de liquidité ;- au risque de crédit ou de contrepartie, qui concerne principalement les créances clients et les placements financiers du Groupe ;- aux risques de marché, notamment ceux liés au risque de taux, au risque de change, une partie du chiffre d'affaires du Groupe étant réalisée en devises autres que l'euro, au risque sur actions et au risque sur matières premières, auquel le Groupe est indirectement exposé dans le cadre de ses achats de linge et de vêtements de travail ; <p>(iv) risques juridiques, réglementaires, fiscaux et d'assurances, notamment ceux liés :</p> <ul style="list-style-type: none">- au respect des réglementations en matière de concurrence, tant au niveau national qu'au niveau européen, le Groupe faisant l'objet d'une enquête des autorités de concurrence françaises, à la suite d'une plainte déposée auprès de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) des Pays de Loire ;- à la réglementation contraignante applicable à certains secteurs d'activité du Groupe, qui fournit des services intervenant dans des secteurs d'activités fortement réglementés, tels que le secteur de la santé ;- au respect des réglementations en matière de droit du travail, notamment en raison de l'importance de l'effectif de salariés du Groupe et du montant significatif représenté par les charges de personnel ;- au respect des réglementations en matière de santé et de sécurité, le non-respect de ces obligations pouvant entraîner des amendes d'un montant significatif ;- aux contentieux et litiges dans lesquels le Groupe est impliqué à la date du Prospectus ou risque d'être impliqué, notamment les procédures ouvertes au Brésil à l'encontre d'Atmosfera (procédures relatives au respect de la réglementation du droit du travail, notamment chez l'un des fournisseurs d'Atmosfera impliquant le risque pour Atmosfera d'être inscrite sur la « liste noire », et pour des faits supposés de corruption de fonctionnaires entre 2003 et 2011) ;
--	--	--

*Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux Etats-Unis, au Canada, au Japon
ou en Australie*

		<ul style="list-style-type: none"> - aux risques environnementaux ; - aux accidents de la circulation routière ; - aux incendies et accidents industriels ; - aux prélèvements obligatoires, dans les différents pays dans lesquels le Groupe intervient ; - aux polices d'assurance, qui pourraient couvrir de manière seulement partielle certains risques auxquels le Groupe est exposé ; et <p>(v) risques liés aux acquisitions d'Indusal et de Lavebras, notamment ceux liés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la non-réalisation de l'acquisition de Lavebras, qui reste soumise à l'autorisation de l'autorité de la concurrence brésilienne devant intervenir au cours du premier semestre 2017 ; - au financement de ces acquisitions ; - à l'intégration des sociétés acquises, en particulier les risques de non-réalisation des synergies attendues, ou de leur réalisation partielle ou avec retard ; - aux travaux de <i>due diligence</i> ; et - aux contentieux et litiges en cours des sociétés acquises, notamment les procédures ouvertes au Brésil à l'encontre de certaines filiales de Lavebras impliquant le risque pour ces filiales d'être inscrites sur une « liste noire ».
D.3	Principaux risques propres aux actions nouvelles	<p>Les principaux facteurs de risque liés aux actions nouvelles figurent ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le marché des droits préférentiels de souscription pourrait n'offrir qu'une liquidité limitée et être sujet à une grande volatilité ; - les actionnaires qui n'exerceraient pas leurs droits préférentiels de souscription verraient leur participation dans le capital de la Société diluée ; - le prix de marché des actions de la Société pourrait fluctuer et baisser en dessous du prix de souscription des actions émises sur exercice des droits préférentiels de souscription ; - la volatilité et la liquidité des actions de la Société pourraient fluctuer significativement ; - des ventes d'actions de la Société ou de droits préférentiels de souscription pourraient intervenir sur le marché, pendant la période de négociation des droits préférentiels de souscription s'agissant des droits préférentiels de souscription, ou pendant ou après la période de souscription s'agissant des actions, et pourraient avoir un impact défavorable sur le prix de marché de l'action de la Société ou la valeur des droits préférentiels de souscription ; - en cas de baisse du prix de marché des actions de la Société, les droits préférentiels de souscription pourraient perdre tout ou partie de leur valeur ; - le contrat de garantie ne constitue pas une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce et pourrait être résilié dans les conditions usuelles, ou en cas de survenance d'un événement significatif défavorable, et ce jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison de l'offre. En outre, si le montant des souscriptions reçues représente moins des trois quarts de l'émission décidée, l'augmentation de capital sera alors annulée. En conséquence, les droits préférentiels de souscription deviendraient sans objet et les investisseurs qui auraient acquis des droits préférentiels de souscription sur le marché pourraient réaliser une perte égale au prix d'acquisition de ces droits ; et - les instruments financiers de la Société pourraient être soumis à la taxe sur les transactions financières européenne.

Section E – Offre		
E.1	Montant total du produit de l'augmentation de capital et estimation des dépenses totales liées à l'émission	<ul style="list-style-type: none"> – Produit brut de l'augmentation de capital : environ 325,2 millions d'euros. – Estimation des dépenses liées à l'augmentation de capital : environ 12,5 millions d'euros. – Produit net estimé de l'augmentation de capital : environ 312,7 millions d'euros.
E.2a	Raisons de l'offre / Utilisation du produit de l'émission / Montant net maximum estimé du produit de l'augmentation de capital	<p>Le produit net de l'augmentation de capital servira à refinancer une partie du crédit-relais de 550 millions d'euros contracté par la Société le 10 novembre 2016 auprès d'un syndicat bancaire dans le cadre des acquisitions d'Indusal et de Lavebras décrites à la rubrique B.4a du présent résumé, et tiré à hauteur de 130 millions d'euros à la date du Prospectus. Le solde du crédit-relais sera remboursé avec le produit des opérations de refinancement décrites à la rubrique B.4a du présent résumé.</p> <p>Le produit net estimé de l'augmentation de capital, si elle est entièrement souscrite, est d'environ 312,7 millions d'euros.</p> <p>Les opérations de refinancement décrites à la rubrique B.4a du présent résumé, y compris l'augmentation de capital, représentent une enveloppe de nouvelles ressources financières pour le Groupe d'environ 613 millions d'euros (sur la base d'un montant du nouveau crédit syndiqué senior représentant une augmentation de 300 millions d'euros par rapport au montant du précédent crédit senior et d'un produit net de l'augmentation de capital d'environ 313 millions d'euros). Si le paiement du prix d'acquisition d'Indusal et de Lavebras¹² (si celle-ci est réalisée) était fait uniquement au moyen de ces nouvelles ressources financières, le solde des nouvelles ressources financières disponibles du Groupe serait d'environ 103 millions d'euros. La Société considère que ce montant devrait permettre au Groupe de mettre en œuvre sa politique d'investissements à court et moyen terme au titre d'investissements industriels et textiles et d'acquisitions non-structurantes.</p>
E.3	Modalités et conditions de l'offre	<p>Montant de l'augmentation de capital et nombre d'actions nouvelles à émettre</p> <p>325 176 649,50 euros par émission de 25 910 490 actions ordinaires nouvelles.</p> <p>Prix de souscription des actions nouvelles</p> <p>12,55 euros par action (10 euros de valeur nominale et 2,55 euros de prime d'émission) à libérer intégralement en numéraire au moment de la souscription.</p> <p>Ce prix représente une décote faciale de 26,72% par rapport au cours de clôture de l'action Elis le jour de bourse précédant la date du visa de l'AMF sur le Prospectus, soit 17,125 euros le 17 janvier 2017.</p> <p>Jouissance des actions nouvelles</p> <p>Courante.</p> <p>Droit préférentiel de souscription</p> <p>La souscription des actions nouvelles sera réservée, par préférence :</p> <ul style="list-style-type: none"> – aux porteurs d'actions existantes enregistrées comptablement sur leur compte-titres à l'issue de la journée comptable du 20 janvier 2017, qui se verront attribuer des droits préférentiels de souscription le 23 janvier 2017 ; et – aux cessionnaires des droits préférentiels de souscription. <p>Les titulaires de droits préférentiels de souscription pourront souscrire du 25 janvier 2017 jusqu'à la clôture de la période de souscription, soit jusqu'au 3 février 2017 inclus, par exercice de leurs droits préférentiels de souscription :</p> <ul style="list-style-type: none"> – à titre irréductible, à raison de 5 actions nouvelles pour 22 actions existantes possédées. 22 droits préférentiels de souscription permettront de souscrire 5 actions nouvelles au prix de 12,55 euros par action ; et – à titre réductible le nombre d'actions nouvelles qu'ils désireraient en sus de celui leur revenant du chef de l'exercice de leurs droits à titre irréductible.

¹² Sur la base d'un prix d'acquisition de Lavebras de 1 230 millions de réaux brésiliens, net du réinvestissement de DNA Capital décrit à la rubrique B.4a du présent résumé, soit environ 340 millions d'euros au taux de référence de 3,6 réaux brésiliens pour 1 euro.

Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux Etats-Unis, au Canada, au Japon ou en Australie

	<p>Détachement et cotation des droits préférentiels de souscription</p> <p>Les droits préférentiels de souscription seront détachés le 23 janvier 2017 et négociables sur Euronext Paris du 23 janvier 2017 jusqu'à la clôture de la période de négociation des droits préférentiels de souscription, soit jusqu'au 1^{er} février 2017 inclus, sous le code ISIN FR0013228152. En conséquence, les actions existantes seront négociées ex-droit à compter du 23 janvier 2017.</p> <p>Les droits préférentiels de souscription détachés des 119 000 actions auto-détenues de la Société à la date du Prospectus, soit 0,1% du capital social, seront cédés sur le marché avant la clôture de la période de négociation des droits préférentiels de souscription, soit jusqu'au 1^{er} février 2017, dans les conditions de l'article L. 225-210 du Code de commerce.</p> <p>Plan d'actions de performance</p> <p>Aucun droit préférentiel de souscription ne sera attribué aux bénéficiaires du plan d'actions de performance mis en place en 2015 (ces actions étant en période d'acquisition pendant toute la durée de la période de souscription), sauf en cas d'invalidité correspondant au classement dans la 2^{ème} et 3^{ème} des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale ou de décès, auxquels cas les bénéficiaires ou les ayants-droit des bénéficiaires, selon le cas, qui viendraient à acquérir des actions avant le 21 janvier 2017 à 0h01, heure de Paris, recevront des actions assorties de droits préférentiels de souscription.</p> <p>Valeur théorique du droit préférentiel de souscription</p> <p>0,85 euros (sur la base du cours de clôture de l'action Elis le 17 janvier 2017, soit 17,125 euros).</p> <p>Le prix d'émission des actions nouvelles fait apparaître une décote de 22,9% par rapport à la valeur théorique de l'action Elis ex-droit.</p> <p>Ces valeurs ne préjugent ni de la valeur du droit préférentiel de souscription pendant la période de négociation des droits préférentiels de souscription ni de la valeur de l'action Elis ex-droit, ni des décotes, telles qu'elles seront constatées sur le marché.</p> <p>Intentions de souscription des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration</p> <p>Eurazeo SA, qui détient à la date du Prospectus 0,8% du capital de la Société, Legendre Holding 27 SAS, société contrôlée par Eurazeo SA et qui détient 16,1% du capital de la Société, et Predica, qui détient 10% du capital de la Société, se sont engagés à souscrire à la présente augmentation de capital en exerçant, à titre irréductible, la totalité des droits préférentiels de souscription qui leur seront attribués sur la base de leurs actions existantes. Ces engagements de souscription portent ainsi sur un montant total représentant 26,9% du montant de la présente augmentation de capital.</p> <p>La Société n'a pas connaissance d'intentions de souscription d'actionnaires de la Société autres que ceux mentionnés ci-dessus ni d'intentions de souscription de membres de ses organes d'administration.</p> <p>Garantie</p> <p>L'émission des actions nouvelles (autres que celles faisant l'objet des engagements de souscription susvisés) fera l'objet d'un contrat de garantie en date du 18 janvier 2017 entre la Société et BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Deutsche Bank AG, HSBC Bank plc et Société Générale en tant que Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés (les « Garants »).</p> <p>Ce contrat de garantie pourra être résilié à tout moment par les Garants, dans les conditions usuelles, ou en cas de survenance d'un événement significatif défavorable, et ce jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison.</p> <p>Ce contrat ne constitue pas une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce. En cas de résiliation du contrat de garantie par les Garants et si le montant des souscriptions reçues représente moins des trois quarts de l'émission décidée, l'augmentation de capital sera alors annulée.</p> <p>Pays dans lesquels l'offre sera ouverte au public</p> <p>L'offre sera ouverte au public en France exclusivement.</p> <p>Restrictions applicables à l'offre</p> <p>La diffusion du Prospectus, la vente des actions et des droits préférentiels de souscription, ainsi que la souscription des actions nouvelles peuvent, dans certains pays, y compris aux États-Unis d'Amérique, au Canada, en Australie ou au Japon, faire l'objet d'une réglementation spécifique.</p> <p>Procédure d'exercice du droit préférentiel de souscription</p> <p>Pour exercer leurs droits préférentiels de souscription, les titulaires devront en faire la demande</p>
--	---

*Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux Etats-Unis, au Canada, au Japon
ou en Australie*

		<p>auprès de leur intermédiaire financier habilité à tout moment entre le 25 janvier 2017 et le 3 février 2017 inclus et payer le prix de souscription correspondant.</p> <p>Les droits préférentiels de souscription non exercés à la clôture de la période de souscription, soit le 3 février 2017 à la clôture de la séance de bourse, seront caducs de plein droit.</p> <p>Les droits préférentiels de souscription ne pourront être exercés qu'à concurrence d'un nombre de droits préférentiels de souscription permettant la souscription d'un nombre entier d'actions nouvelles. Les actionnaires ou cessionnaires de leurs droits qui ne posséderaient pas, au titre de la souscription à titre irréductible, un nombre suffisant de droits préférentiels de souscription pour obtenir un nombre entier d'actions nouvelles devront faire leur affaire de l'acquisition sur le marché du nombre de droits préférentiels de souscription nécessaires à la souscription d'un nombre entier d'actions nouvelles de la Société, la Société ne reconnaissant qu'un seul propriétaire pour chaque action.</p> <p>Les droits préférentiels de souscription formant rompus pourront être cédés sur Euronext Paris pendant la période de négociation des droits préférentiels de souscription.</p> <p>Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés</p> <p>BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Deutsche Bank, AG, HSBC Bank plc et Société Générale.</p>
		<p>Calendrier indicatif</p>
	18 janvier 2017	<p>Visa de l'AMF sur le Prospectus. Signature du contrat de garantie.</p>
	19 janvier 2017	<p>Diffusion d'un communiqué de presse de la Société annonçant l'obtention du visa de l'AMF et décrivant les principales caractéristiques de l'augmentation de capital et les modalités de mise à disposition du Prospectus. Diffusion par Euronext Paris SA de l'avis relatif à l'augmentation de capital annonçant la cotation des droits préférentiels de souscription.</p>
	20 janvier 2017	<p>Publication au Bulletin des annonces légales obligatoires de l'avis relatif à l'information des titulaires d'actions de performance sur les termes de l'opération.</p>
	23 janvier 2017	<p>Détachement des droits préférentiels de souscription et ouverture de la période de négociation des droits préférentiels de souscription sur Euronext Paris.</p>
	25 janvier 2017	<p>Ouverture de la période de souscription.</p>
	1 ^{er} février 2017	<p>Clôture de la période de négociation des droits préférentiels de souscription.</p>
	3 février 2017	<p>Clôture de la période de souscription.</p>
	9 février 2017	<p>Diffusion d'un communiqué de presse de la Société annonçant le résultat des souscriptions. Diffusion par Euronext Paris SA de l'avis d'admission des actions nouvelles indiquant le montant définitif de l'augmentation de capital et le barème de répartition pour les souscriptions à titre réductible.</p>
	13 février 2017	<p>Émission des actions nouvelles – Règlement-livraison. Admission des actions nouvelles aux négociations sur Euronext Paris.</p>
	15 mars 2017	<p>Publication des résultats annuels du Groupe pour l'exercice 2016.</p>
E.4	Intérêts pouvant influencer sensiblement sur l'émission	<p>Les Garants et/ou certains de leurs affiliés ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur, diverses prestations de services bancaires, financiers, d'investissement, commerciaux ou autres à la Société ou aux sociétés du Groupe, à leurs actionnaires ou à leurs mandataires sociaux, dans le cadre desquelles ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération.</p> <p>À cet égard, BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Deutsche Bank AG, HSBC France et Société Générale ont agi en qualité d'établissements prêteurs dans le cadre des crédits consentis à la Société ou aux sociétés du Groupe. En particulier :</p>

*Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux Etats-Unis, au Canada, au Japon
ou en Australie*

		<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre du contrat de crédit senior conclu par la Société le 2 septembre 2014 pour un montant en principal de 850 millions d'euros, BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Deutsche Bank, Luxembourg S.A., une société affiliée à Deutsche Bank AG, London Branch, HSBC France et Société Générale, ont agi en qualité de prêteurs. • Dans le cadre du crédit-relais contracté par la Société le 10 novembre 2016 pour un montant total en principal de 550 millions d'euros décrit à la rubrique B.4a du présent résumé, dans le cadre des acquisitions d'Indusal et Lavebras et tiré à hauteur de 130 millions d'euros à la date du Prospectus, BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Deutsche Bank, Luxembourg S.A., une société affiliée à Deutsche Bank AG, London Branch, HSBC France et Société Générale, ont agi en qualité de prêteurs. • Dans le cadre du nouveau contrat de crédit syndiqué senior conclu le 17 janvier 2017 par la Société pour un montant en principal de 1 150 millions d'euros décrit à la rubrique B.4a du présent résumé en vue de refinancer d'une part l'encours en principal, intérêts et autres frais au titre du contrat de crédit senior de la Société conclu le 2 septembre 2014 visé ci-dessus et d'autre part une partie du crédit-relais contracté par la Société le 10 novembre 2016 dans le cadre des acquisitions d'Indusal et Lavebras visé ci-dessus, BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Deutsche Bank, Luxembourg S.A., une société affiliée à Deutsche Bank AG, London Branch, HSBC France, et Société Générale, ont agi en qualité de prêteurs. <p>En outre, Crédit Agricole Assurances, société du groupe Crédit Agricole, détient, au travers de sa filiale Predica, 10% du capital et 9,24% des droits de vote de la Société à la date du Prospectus.</p>											
E.5	Personne ou entité offrant de vendre des actions / Conventions de blocage	<p>Personne ou entité offrant de vendre des actions</p> <p>En application de l'article L. 225-206 du Code de commerce, la Société ne peut souscrire à ses propres actions.</p> <p>Les droits préférentiels de souscription détachés des 119 000 actions auto-détenues de la Société à la date du Prospectus, soit 0,1% du capital social, seront cédés sur le marché avant la clôture de la période de négociation des droits préférentiels de souscription, soit jusqu'au 1^{er} février 2017, dans les conditions de l'article L. 225-210 du Code de commerce.</p> <p>Engagement d'abstention de la Société</p> <p>À compter de la date du visa de l'AMF sur le Prospectus et jusqu'à la fin d'une période expirant 180 jours calendaires après la date de règlement-livraison des actions nouvelles (sous réserve de certaines exceptions).</p> <p>Engagement de conservation des actionnaires</p> <p>Eurazeo SA, Legendre Holding 27 SAS et Predica sont soumis à un engagement de conservation envers la Société et les Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés à compter de la date du visa de l'AMF sur le Prospectus et jusqu'à la fin de la période expirant 90 jours calendaires après la date de règlement-livraison des actions nouvelles, sous réserve d'exceptions usuelles.</p>											
E.6	Montant et pourcentage de dilution	<p>Incidence de l'émission sur la quote-part des capitaux propres</p> <p>À titre indicatif, l'incidence de l'émission sur la quote-part des capitaux propres consolidés part du Groupe par action (calculs effectués sur la base des capitaux propres consolidés part du Groupe au 30 juin 2016 – tels qu'ils ressortent des comptes consolidés semestriels condensés au 30 juin 2016 – et du nombre d'actions composant le capital social de la Société au 31 décembre 2016 après déduction des actions auto-détenues) serait la suivante :</p> <table border="1" data-bbox="527 1591 1474 1831"> <thead> <tr> <th rowspan="2"></th> <th colspan="2">Quote-part des capitaux propres par action (en euros)</th> </tr> <tr> <th>Base non diluée</th> <th>Base diluée⁽¹⁾</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Avant émission des actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital</td> <td align="center">9,29</td> <td align="center">9,17</td> </tr> <tr> <td>Après émission de 25,910,490 actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital</td> <td align="center">9,81</td> <td align="center">9,70</td> </tr> </tbody> </table> <p>⁽¹⁾ Les calculs sont effectués en prenant pour hypothèse l'émission nouvelle potentielle du nombre maximal d'actions à émettre dans le cadre des plans d'actions gratuites de performance existants et hors prise en compte des ajustements liés au maintien des droits des bénéficiaires dans le cadre de la présente augmentation de capital. Au 31</p>		Quote-part des capitaux propres par action (en euros)		Base non diluée	Base diluée ⁽¹⁾	Avant émission des actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	9,29	9,17	Après émission de 25,910,490 actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	9,81	9,70
	Quote-part des capitaux propres par action (en euros)												
	Base non diluée	Base diluée ⁽¹⁾											
Avant émission des actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	9,29	9,17											
Après émission de 25,910,490 actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	9,81	9,70											

*Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux Etats-Unis, au Canada, au Japon
ou en Australie*

		<p>décembre 2016, 1 549 469 actions gratuites ont été attribuées à certains dirigeants du Groupe sous certaines conditions de performance, lesdites actions gratuites pouvant donner lieu à l'attribution d'actions existantes ou d'actions nouvelles à émettre.</p> <p>Incidence de l'émission sur la situation de l'actionnaire</p> <p>À titre indicatif, l'incidence de l'émission sur la participation dans le capital d'un actionnaire détenant 1% du capital social de la Société préalablement à l'émission et ne souscrivant pas à celle-ci (calculs effectués sur la base du nombre d'actions composant le capital social de la Société au 31 décembre 2016) serait la suivante :</p> <table border="1" data-bbox="526 464 1477 680"> <thead> <tr> <th rowspan="2"></th> <th colspan="2">Participation de l'actionnaire</th> </tr> <tr> <th>Base non diluée</th> <th>Base diluée ⁽¹⁾</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Avant émission des actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital</td> <td align="center">1%</td> <td align="center">0,99%</td> </tr> <tr> <td>Après émission de 25,910,490 actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital</td> <td align="center">0,81%</td> <td align="center">0,81%</td> </tr> </tbody> </table> <p>⁽²⁾ Les calculs sont effectués en prenant pour hypothèse l'émission nouvelle potentielle du nombre maximal d'actions à émettre dans le cadre des plans d'actions gratuites de performance existants et hors prise en compte des ajustements liés au maintien des droits des bénéficiaires dans le cadre de la présente augmentation de capital. Au 31 décembre 2016, 1 549 469 actions gratuites ont été attribuées à certains dirigeants du Groupe sous certaines conditions de performance, lesdites actions gratuites pouvant donner lieu à l'attribution d'actions existantes ou d'actions nouvelles à émettre.</p>		Participation de l'actionnaire		Base non diluée	Base diluée ⁽¹⁾	Avant émission des actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	1%	0,99%	Après émission de 25,910,490 actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	0,81%	0,81%
	Participation de l'actionnaire												
	Base non diluée	Base diluée ⁽¹⁾											
Avant émission des actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	1%	0,99%											
Après émission de 25,910,490 actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	0,81%	0,81%											
E.7	Estimation des dépenses facturées aux investisseurs par la Société	Sans objet.											